



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Projets ASTREA et ECRIS-TCN

Expression des besoins relatifs au
système de gestion des empreintes
digitales

Description des flux métiers

Date d'application : 09/09/2021

Version : V1.4

Circuit de validation

<i>Date application</i>	<i>Version</i>	<i>Objet</i>	<i>Rédaction</i>	<i>Vérification</i>
08/09/2021	V1.4	Ajout du processus : « résolution d'un lien jaune UE-FR »	08/09/2021 P.JAN B. de GOUSSENCOURT	09/09/2021 P. JAN C. ANGELARD C.SOUCHET

Diffusion

<i>Pour action</i>	Ministère de l'intérieur, notamment FAED et ST(SI) ²
<i>Pour information</i>	

Historique des modifications

<i>Date application</i>	<i>Version</i>	<i>Objet</i>	<i>Rédaction</i>	<i>Vérification</i>
06/09/2021	V1.1	Retours P. JAN	06/09/2021 P. JAN	06/09/2021 P. JAN A. JEANNEROD
06/09/2021	V1.2	Prise en compte retours gouvernance	06/09/2021 E. CHATELLIER	06/09/2021 P. JAN A. JEANNEROD
07/09/2021	V1.3	Prise en compte retours gouvernance	07/09/2021 E. CHATELLIER B. de GOUSSENCOURT	07/09/2021 P. JAN A. JEANNEROD
08/09/2021	V1.4	Ajout du processus : « résolution lien jaune UE-FR »	08/09/2021 P.JAN B. de GOUSSENCOURT	09/09/2021 P. JAN C. ANGELARD C. SOUCHET

Sommaire

1	OBJET	3
2	DOMAINE D'APPLICATION	3
3	REFERENCES, DEFINITIONS ET TERMINOLOGIE	3
3.1	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	3
3.2	DEFINITIONS	3
3.3	TERMINOLOGIE	4
4	CONTEXTE	4
5	PRINCIPES D'ECHANGES ENTRE SI UE ET SI NATIONAUX	4
6	CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET APPLICATIFS NATIONAUX IMPACTES PAR ECRIS-TCN	5
6.1	DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES IMPACTS D'ECRIS-TCN – ACTEURS.....	6
6.2	DESCRIPTION SYNTHETIQUE DES IMPACTS D'ECRIS-TCN - SI	6
7	SCHEMA DES FLUX SI CASIER	7
7.1	TABLEAU DES FLUX	7
8	TRANSMETTRE L'IDENTIFIANT PERSONNE PHYSIQUE (IDPP)	8
9	MEMORISER UNE CONDAMNATION PRONONCEE EN FRANCE	10
10	RECHERCHER DES ANTECEDENTS JUDICIAIRES DEPUIS LA FRANCE	12
11	RECHERCHER DES ANTECEDENTS JUDICIAIRES DEPUIS UN ETAT MEMBRE DE L'UE.....	14
12	RESOLUTION D'UN LIEN JAUNE UE – FR	16

1 Objet

Le présent document est rédigé dans le cadre du partenariat entre le ministère de la justice et celui de l'intérieur, relatif à la mutualisation du marché FAED v3, d'infrastructures du ministère de l'intérieur, et à la mise à disposition de services conventionnés pour les projets ASTREA et ECRIS-TCN du ministère de la justice.

Il formalise les flux métiers dans le cadre de l'expression des besoins fonctionnels et techniques pour le Casier Judiciaire National (CJN) à intégrer dans le nouveau marché FAED v3 porté par le ministère de l'intérieur.

2 Domaine d'application

Ce document concerne les traitements et les échanges entre ASTREA/ECRIS-TCN côté justice et la solution d'identification mutualisée côté intérieur. Il diffère donc du contrat d'interface entre FAED et CASSIOPEE pour la récupération d'empreintes (IDPP) à l'issue d'une condamnation ou dans le cadre d'une demande de Bulletin N°1.

3 Références, définitions et terminologie

3.1 Documents de référence

<i>Référence</i>	<i>Version</i>	<i>Titre</i>

3.2 Définitions

<i>Terme</i>	<i>Définition</i>
Empreintes décadactylaires	Empreintes digitales des 10 doigts d'un individu (sans les empreintes palmaires)
Dossier	Désigne une personne physique
Message	Désigne un flux entrant dans le système ASTREA
Notification	Désigne un flux sortant du système ASTREA
Système	Désigne un système de gestion des empreintes digitales et des images faciales qui rend le service
VIS	Système d'information des visas
ETIAS	Système d'information des touristes et visiteurs de l'espace Schengen
Europol	Système de l'office européen de police
Eurojust	Agence européenne chargée de mettre en relation deux Etats membres dans des affaires de criminalité transfrontalière
Cassiopée	Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Oriente Procédure pénale Et Enfants. Cette application informatique destinée à dématérialiser et à fluidifier la chaîne pénale dans les tribunaux de grande instance. Les magistrats peuvent émettre des décisions de Justice ainsi que des demandes de bulletin de casier judiciaire B1 via cette application.
ECRIS	European Criminal Register Information System. Cette application permet l'échange d'informations sur les casiers judiciaires entre les pays de l'UE.

3.3 Terminologie

Acronyme	Définition
CJN	Le Casier Judiciaire National, placé sous la responsabilité du ministère de la justice
FAED	Le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales
AFIS	Automated Fingerprint Identification System ou (Système d'identification automatique par empreintes digitales)
ABIS	Automated Biometric Identification System ou (Système d'identification automatique par biométrie)
ED	Empreintes Digitales
TCN / RPT	Third Country Nationals / Ressortissants Pays Tiers
IDPP	IDentifiant Personne Physique, identifiant utilisé dans les échanges entre le FAED et le CJN

4 Contexte

Le règlement 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019, paru au journal officiel de l'Union européenne le 22/05/2019, prévoit, à horizon 2023, la création d'un système centralisé permettant d'identifier les Etats membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers à l'UE et des apatrides (ECRIS-TCN).

A terme, ce système doit permettre aux autorités judiciaires de disposer des antécédents judiciaires exhaustifs de ces ressortissants en se basant non seulement sur les données de leur état civil mais aussi et surtout sur leurs empreintes digitales. Ainsi le Casier judiciaire national doit disposer de telles empreintes et les utiliser pour assurer la pleine efficacité du principe de reconnaissance mutuelle des condamnations pénales au sein de l'Union européenne. Les avis de condamnation de ces ressortissants de pays tiers adressés au CJN sont liés à une empreinte digitale et les demandes de bulletins se font sur la base d'un tel moyen biométrique.

Cette évolution majeure s'inscrit par ailleurs dans l'interopérabilité, prévue par les règlements 2019/817 et 2019/818 du 20 mai 2019, du système ECRIS-TCN avec d'autres systèmes d'information européens tels SIS (Schengen), VIS (Visas), EURODAC (demandes d'asile) déjà existants et les futurs systèmes ETIAS (autorisation de séjour) et EES (entrées/sorties UE), ainsi qu'avec certaines bases de données communautaires (EUROPOL), qui vise à simplifier le travail de recherche et d'analyse des autorités en charge, notamment, des enquêtes pénales, des demandes d'asile, de visa et d'autorisation de séjour.

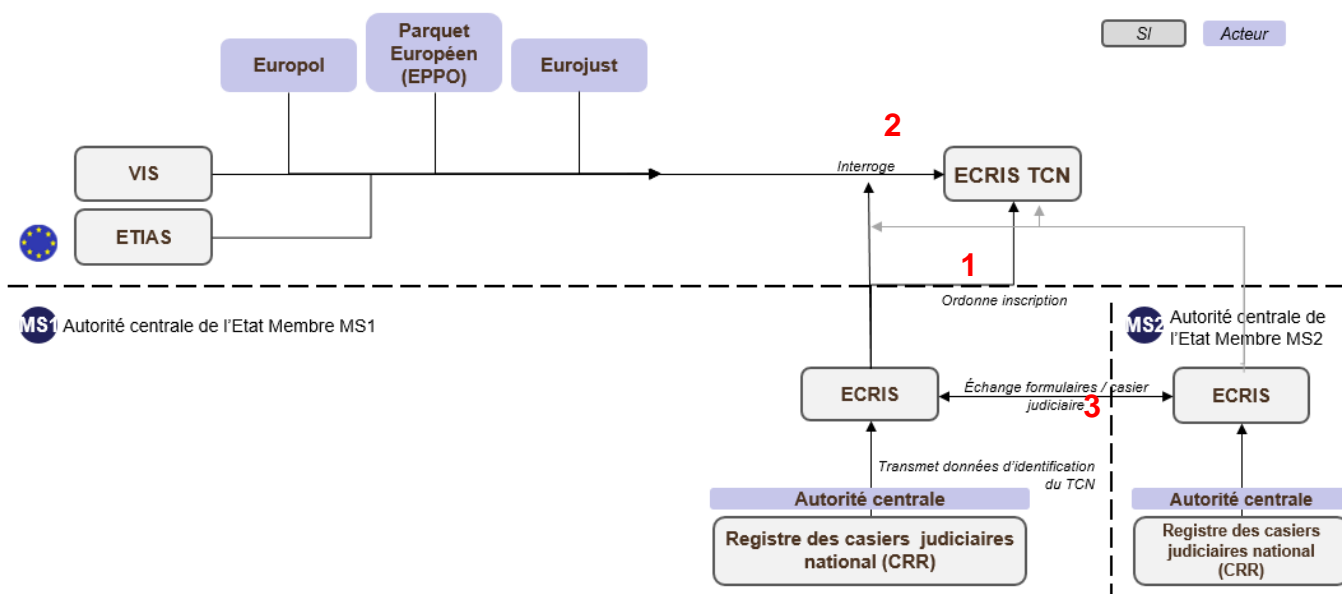
Pour répondre au nouveau règlement européen et améliorer son processus d'identification des personnes condamnées, Le CJN a décidé de se doter d'une solution biométrique. Celle-ci est mutualisée avec la solution du ministère de l'intérieur.

Pour satisfaire le questionnement relatif à la collecte des empreintes, le CJN s'adosse au Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED) pour récupérer le jeu d'empreintes d'une personne condamnée grâce à l'identifiant d'une empreinte digitale (IDPP) qui est transmise au système du CJN via Cassiopée.

Enfin, l'introduction de la donnée biométrique pour les condamnés des pays tiers a incité le CJN à généraliser l'usage des empreintes digitales pour l'ensemble des condamnés. A terme, le CJN détiendra aussi des empreintes pour les condamnés français et de l'Union européenne.

5 Principes d'échanges entre SI UE et SI nationaux

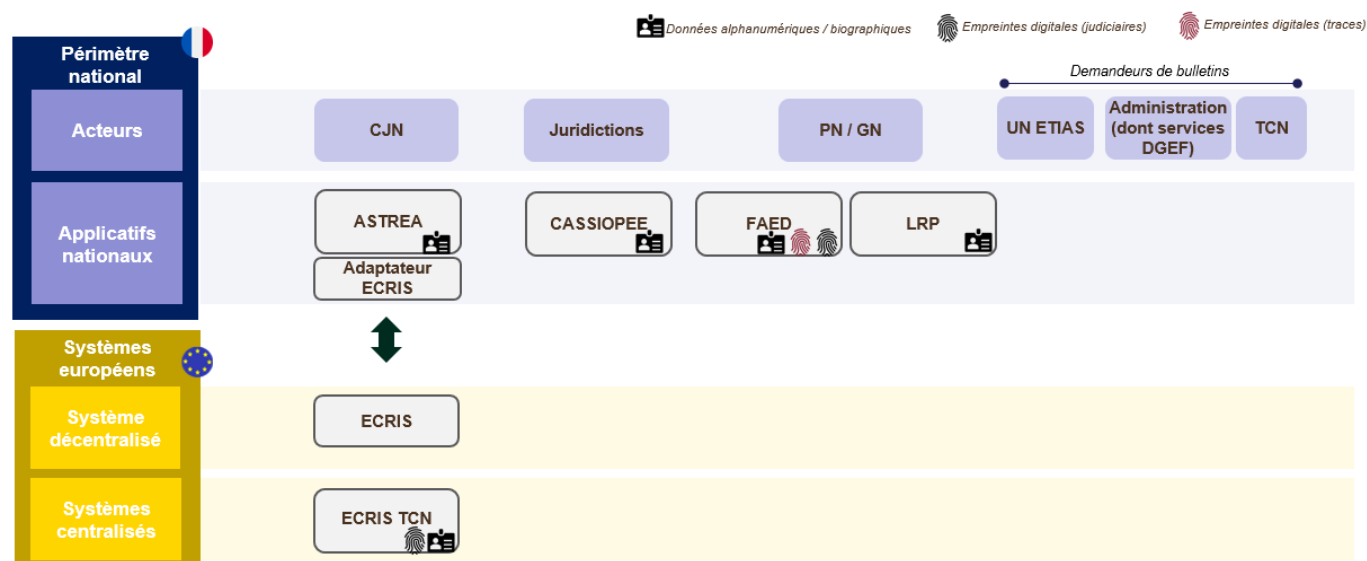
Le diagramme suivant présente les principes d'échanges entre le système d'information (SI) de l'Union Européenne et les SI nationaux. Une communication entre ECRIS-TCN, ECRIS et Interopérabilité est définie et mise en place par l'Union Européenne (eu-LISA)



Etape 1	Les Registres des casiers judiciaires (CRR) alimentent ECRIS-TCN afin de créer, modifier ou supprimer les fichiers de données des TCN (Le CRR français est le Casier judiciaire national).
Etape 2	L'autorité centrale d'un Etat Membre interroge ECRIS-TCN. Cette interrogation est également réalisable par des acteurs européens (Europol, EPPO, Eurojust) ainsi que depuis d'autres systèmes centraux (VIS et ETIAS).
Etape 3	En cas de hit suite à une interrogation d'ECRIS-TCN, l'autorité centrale peut échanger avec un autre Etat Membre via ECRIS, afin d'obtenir le casier judiciaire du TCN.

6 Cartographie des acteurs et applicatifs nationaux impactés par ECRIS-TCN

Le diagramme suivant présente les systèmes nationaux et les processus métier impactés par les nouveaux règlements européens.



6.1 Description synthétique des impacts d'ECRIS-TCN – Acteurs

Plusieurs acteurs étatiques sont concernés par la mise en service d'ECRIS-TCN. Ils seront utilisateurs du système central depuis un SI national, bénéficiaires / clients de la solution déployée au niveau national ou contributeur à son utilisation.

Acteurs	Impacts ECRIS-TCN
CJN	Le Casier Judiciaire National (CJN) a pour objectif premier de mémoriser, de gérer et de restituer les peines prononcées à l'encontre des personnes physiques ou morales. Il est le premier acteur concerné par le raccordement ECRIS-TCN. En tant qu'autorité centrale, il est garant de la création, modification et suppression des fichiers de données dans ECRIS-TCN. Il est ainsi responsable des données qui seront introduites dans le système central.
Juridiction	Bénéficie et alimente ECRIS-TCN de manière indirecte : <ul style="list-style-type: none"> • Alimentation du Casier en condamnations (et donc d'ECRIS-TCN) • Demande de bulletins européens (recherchés par le Casier via ECRIS-TCN et ECRIS).
Police / Gendarmerie	Bénéficie et alimente ECRIS-TCN de manière indirecte : <ul style="list-style-type: none"> • Alimentation d'ECRIS-TCN en empreintes digitales pour les TCN condamnés en France. • Possibilité de vérifier l'existence d'antécédents judiciaires pour un TCN (sur recherche du TCN via l'interopérabilité)
Administration	Bénéficie d'ECRIS-TCN de manière indirecte : <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de vérifier l'existence d'antécédents judiciaires pour un TCN (valable pour des agents de la DGEF, sur recherche du TCN via l'interopérabilité) • Demande de bulletins européens (recherchés par le Casier via ECRIS-TCN et ECRIS).
TCN	Bénéficie et interagit avec ECRIS-TCN de manière indirecte : <ul style="list-style-type: none"> • Demande de son bulletin européen (recherchés par le Casier via ECRIS-TCN et ECRIS). • Demande de rectification ou de limitation du traitement de ses données personnelles auprès de l'autorité centrale (traité par le Casier)
Unité Nationale ETIAS	Bénéficie d'ECRIS-TCN de manière indirecte : Demande d'information sur les condamnations prononcées en France à l'encontre d'un TCN, après recherche ECRIS-TCN par l'Unité Centrale ETIAS

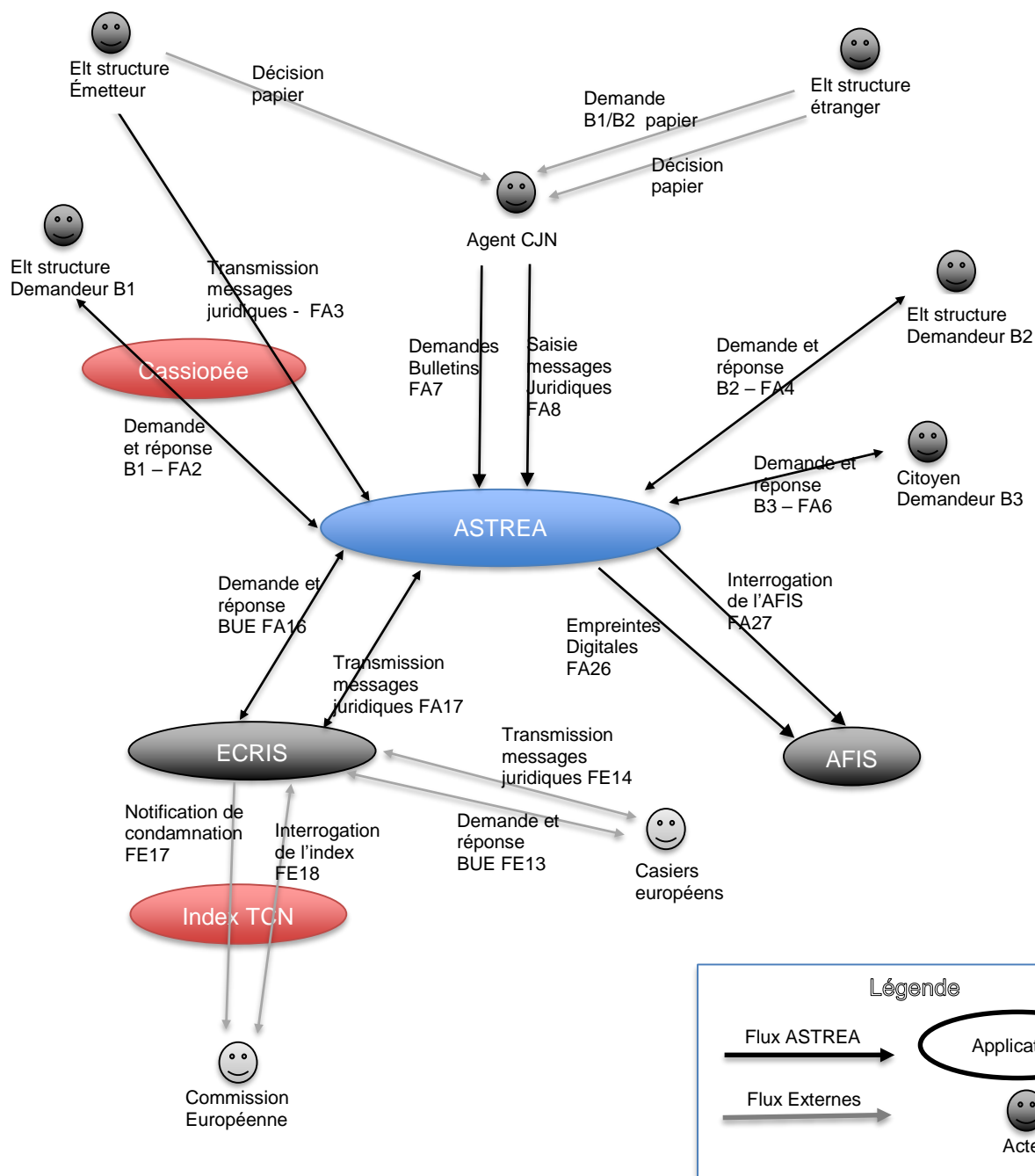
6.2 Description synthétique des impacts d'ECRIS-TCN - SI

Le projet ECRIS-TCN doit prendre en compte dans sa trajectoire les feuilles de route des différents applicatifs nationaux concernés par le raccordement. En effet, leur intégration va engendrer des impacts fonctionnels qui devront être planifiés par les maîtrises d'ouvrage concernées.

Périmètre	Impacts ECRIS-TCN
ASTREA	ASTREA est le principal applicatif concerné par le raccordement à ECRIS-TCN (registre des casiers judiciaires national français). En cible, ASTREA doit permettre la création, modification et suppression de fichiers de données ainsi que la recherche et consultation de fichiers. Il doit également permettre d'échanger avec d'autres Etats Membres via ECRIS
CASSIOPEE	Aucun impact direct d'ECRIS-TCN sur CASSIOPEE : La solution retenue fait évoluer CASSIOPEE pour lui faire transmettre l'IDPP, créé par la police et la gendarmerie nationale, à ASTREA.
FAED	Aucun impact direct d'ECRIS-TCN sur le FAED : La solution retenue fait évoluer le FAED pour lui faire transmettre des empreintes digitales à ASTREA, sur réception d'un IDPP.
ECRIS	ECRIS doit évoluer à la marge afin de s'adapter aux nouvelles spécifications d'ECRIS-TCN.

7 Schéma des flux SI Casier

Le schéma suivant présente une extraction d'une partie des flux du SI Casier. Ces flux sont en lien avec ASTREA et ECRIS-TCN.



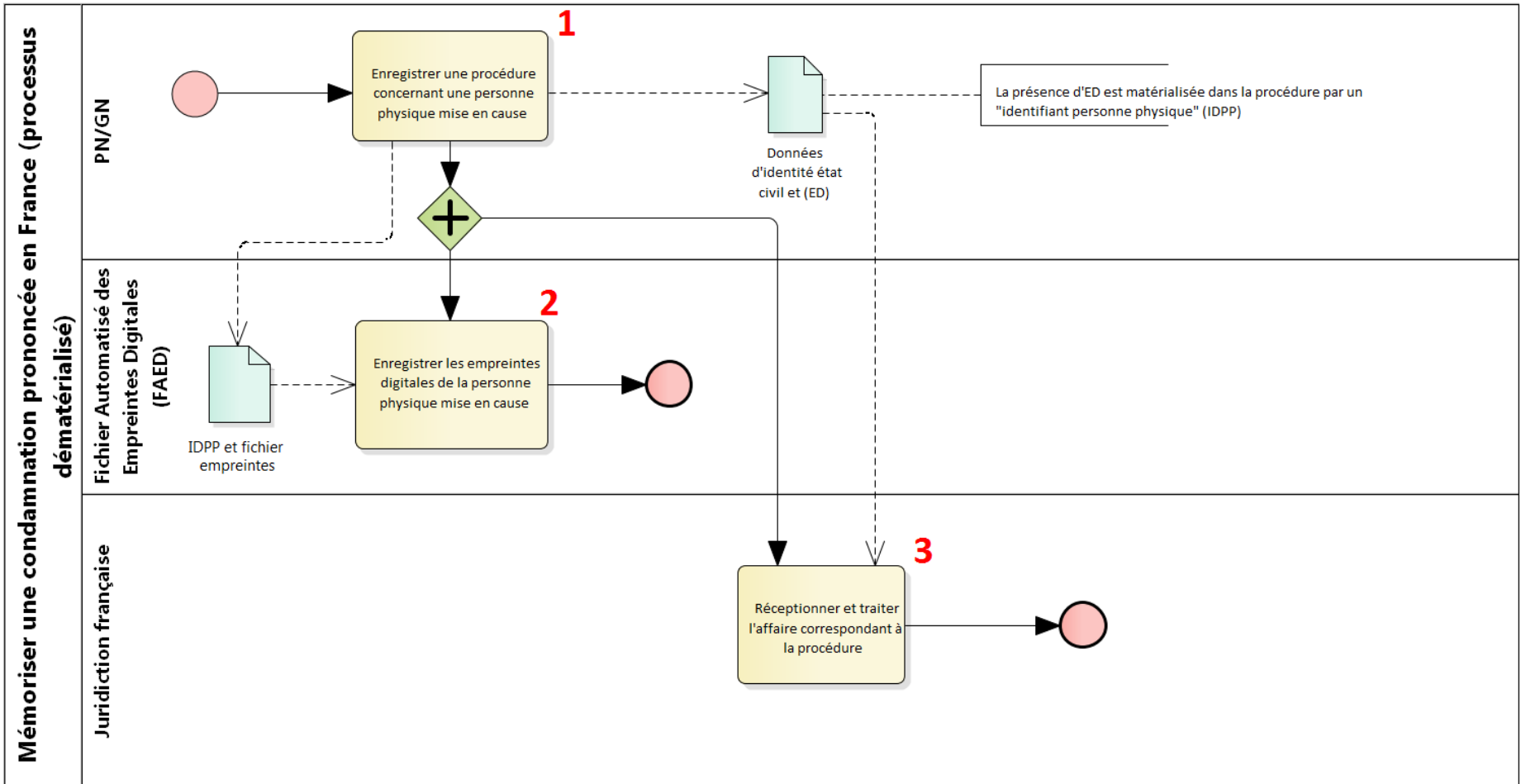
7.1 Tableau des flux

Nom	Description	Initiateur	Cible
FA2	Demandes de bulletins B1 et dérivés puis récupération des réponses B1.	CASSIOPEE	ASTREA
FA3	Émission de fiches casier (messages juridiques)	CASSIOPEE	ASTREA
FA4	Demandes de bulletins B2 et dérivés puis consultation	Éléments de structures	ASTREA

		"demandeurs B2"	
FA6	Demandes de bulletins B3 et dérivés puis consultation	Citoyens	ASTREA
FA7	Traitement des demandes de Bulletins Bx et dérivés puis consultation, impression	Agents CJN	ASTREA
FA8	Gestion ASTREA (saisie messages papier, gestion dossier, ...)	Agents CJN	ASTREA
FA16	Demandes de bulletins BEU reçues	ECRIS	ASTREA
FA16	Demandes de bulletins BEU transmises	ASTREA	ECRIS
FA17	Messages juridiques (condamnations) reçus	ECRIS	ASTREA
FA26	Alimentation de l'AFIS avec les empreintes digitales des condamnés	ASTREA	AFIS
FA27	Interrogation de l'AFIS avec une empreinte digitale pour identification	ASTREA	AFIS
FE13	Demande et réponse à demande de bulletin européen (CJN/réponse à requête)	ECRIS	Casiers européens
FE14	Notification de condamnation prononcée par une juridiction française à l'encontre d'un ressortissant de l'UE	ECRIS	Casiers européens
FE17	Notification de condamnation prononcée par une juridiction française à l'encontre d'un ressortissant de pays tiers (hors UE)	ECRIS	Index TCN
FE18	Interrogation de l'index TCN	ECRIS	Index TCN

8 Transmettre l'Identifiant Personne Physique (IDPP)

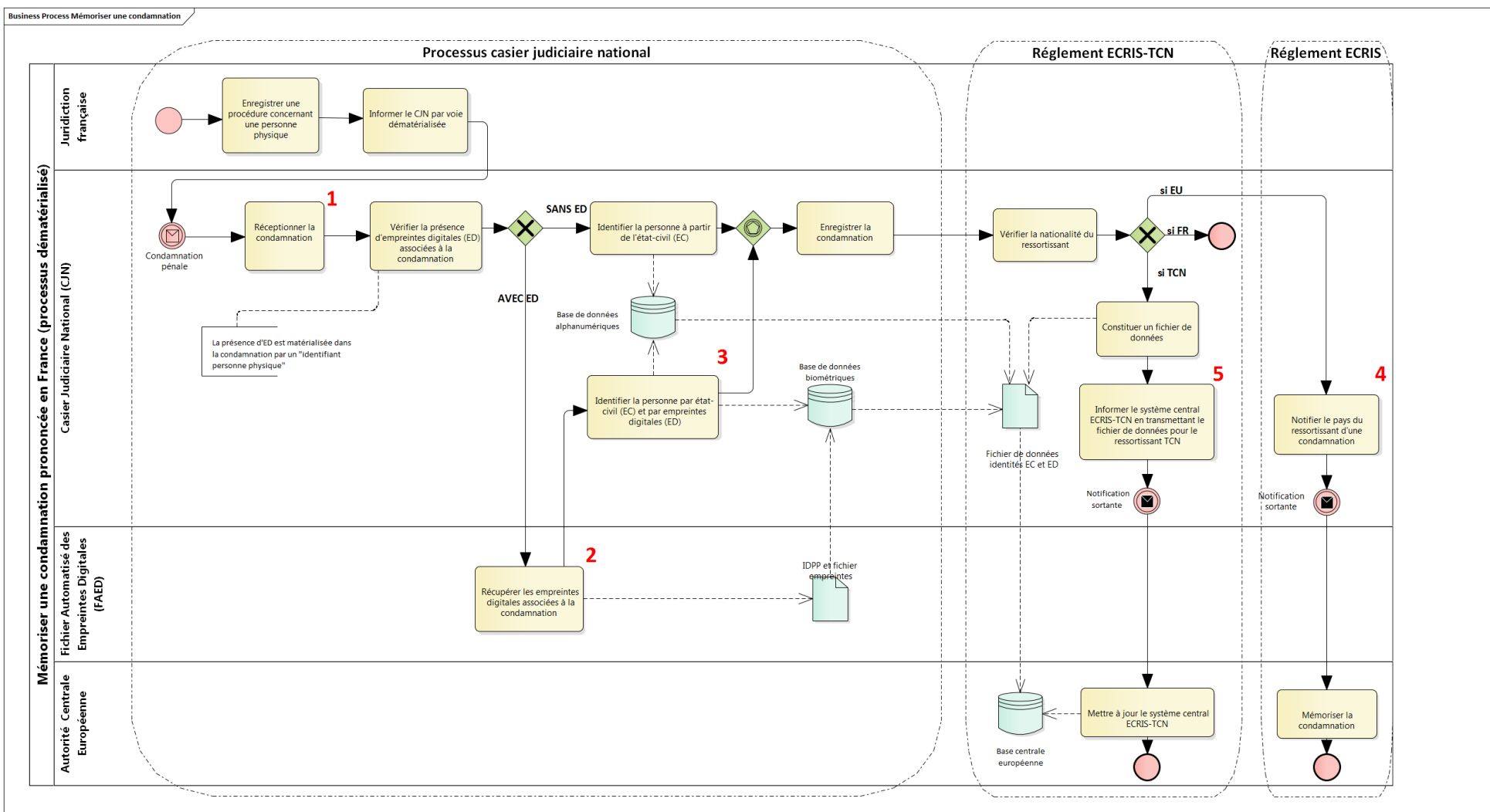
Le diagramme suivant présente le processus permettant la transmission de l'IDPP d'une personne mise en cause vers une juridiction française.



Etape 1	Prélèvement des empreintes digitales par les unités PN et GN puis création de l'Identifiant Personne Physique (IDPP) via le logiciel de rédaction de procédure de la police ou de la gendarmerie. L'IDPP sert de référence à l'empreinte digitale.
Etape 2	Envoi par la GN ou PN des données de procédure, d'identité (jeu d'empreintes et état civil) au FAED pour création ou mise à jour d'un dossier sur la base du jeu d'empreintes reçu.
Etape 3	Envoi par la GN ou PN des données de procédure, d'identité (IDPP et état civil) à une juridiction.

9 Mémoriser une condamnation prononcée en France

Le diagramme suivant présente le processus permettant l'enregistrement de la condamnation d'une personne depuis la création de la procédure judiciaire jusqu'à l'enregistrement de cette condamnation dans la base du casier judiciaire. Il présente également l'enregistrement des données d'état civil et biométriques dans l'index central européen ECRIS-TCN si cette personne est un TCN.

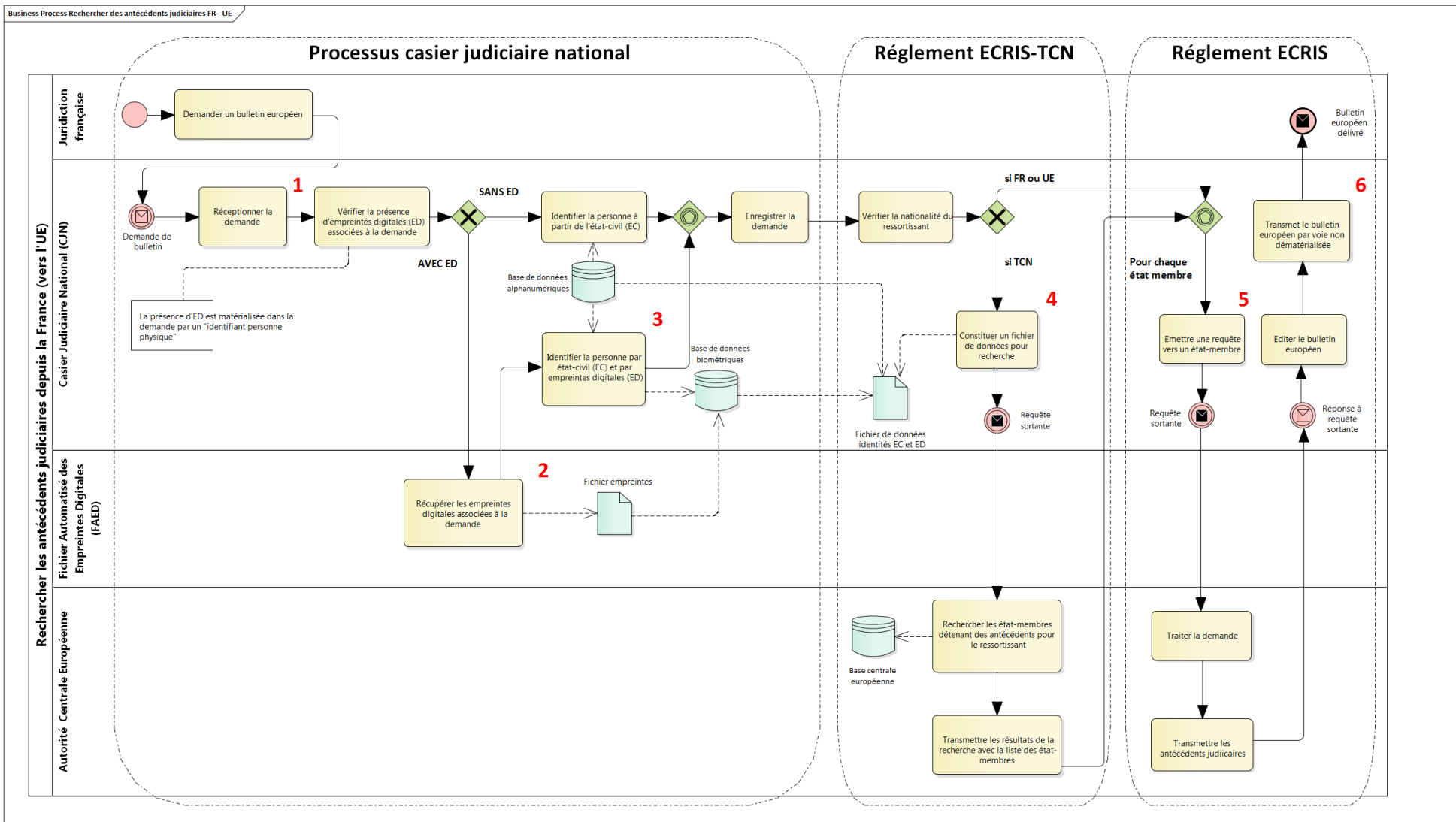


Etape 1	Le CJNI reçoit et enregistre le message juridique de condamnation transmis par une juridiction. Ce message contient l'identité de la personne condamnée : Etat civil et l'IDPP si transmis.
Etape 2	Si le message de condamnation contient l'IDPP, le casier judiciaire interroge le FAED qui transmet en retour le jeu d'empreintes digitales (au format NIST) de la personne condamnée.
Etape 3	Suite à l'étape 2, les données biométriques (jeux d'empreintes) sont stockées dans une base indépendante de la base de données alphanumériques d'état civil. Le système biométrique effectue une recherche « 1 pour n » avec les jeux d'empreintes contenues au CJNI. Cette recherche permet de vérifier l'existence ou non de l'identité de la personne condamnée dans la base des données biométriques du Casier. Selon le résultat d'identification, un dossier est créé ou mis à jour. En outre La solution biométrique permet de définir le meilleur jeu d'empreintes parmi ceux présents dans le dossier de la personne condamnée. NB : L'application ASTREA se charge de l'identification par l'état civil du TCN.
Etape 4	Si la personne condamnée est un ressortissant européen, sa condamnation est notifiée à son pays d'appartenance.
Etape 5	Si la personne condamnée est un TCN, ses données d'état civil, son numéro de dossier et son jeu d'empreintes de référence (si disponible) sont transmis à l'index central européen ECRIS-TCN. Chaque événement sur un dossier de TCN engendrera une nouvelle transmission complète de ses données.

Ce processus est un traitement réseau automatisé. Des agents du CJNI peuvent intervenir en cas de problème sur le flux. Des agents spécialisés du pôle identité interviennent si nécessaire pour traiter d'éventuels problèmes d'identification sur les données d'état civil et biométriques.

10 Rechercher des antécédents judiciaires depuis la France

Le diagramme suivant présente le processus permettant la recherche d'antécédents judiciaires d'une personne depuis une juridiction française.

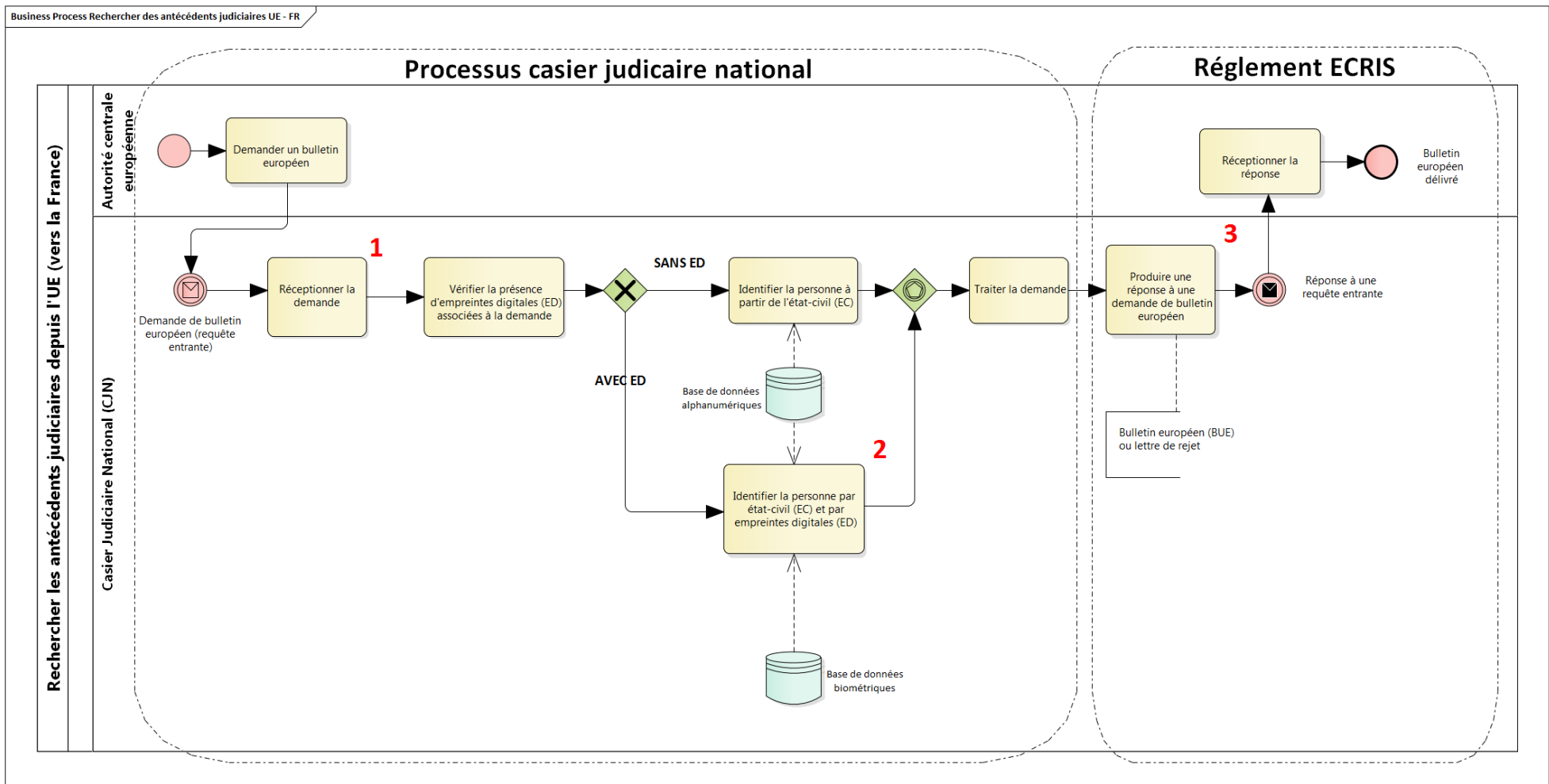


Etape 1	Le CJN reçoit et enregistre une demande de bulletin N°1 transmise par une juridiction. Ce message contient l'identité de la personne : état civil et l'IDPP (si transmis).
Etape 2	Si la demande de bulletin N°1 contient l'IDPP, le casier judiciaire interroge le FAED qui transmet en retour le jeu d'empreintes digitales (au format NIST) de la personne faisant l'objet de cette demande.
Etape 3	Suite à l'étape 2, les données biométriques (jeux d'empreintes) transmises sont comparées à celles contenues dans la base de données biométriques du CJN. Le système biométrique effectue une recherche « 1 pour n ». Cette recherche a pour but d'identifier d'éventuelles condamnations portant sur la personne faisant l'objet de la demande de bulletin N°1. Ce traitement aboutit également à la constitution du dossier de la personne en vue de la délivrance du bulletin. NB : L'application ASTREA se charge de l'identification par l'état civil du TCN.
Etape 4	Si la personne condamnée est un TCN, une requête à destination de l'index central européen ECRIS-TCN est transmise. Celle-ci contient les données d'état civil et le jeu d'empreintes (si disponible). En retour, le CJN reçoit une liste des états membres détenant des informations sur le TCN faisant l'objet de la demande de bulletin.
Etape 5	Le CJN émet les demandes de bulletins européens aux états membres mentionnés.
Etape 6	Le CJN reçoit les bulletins européens pour les transmettre à la juridiction requérante.

Ce processus est un traitement réseau automatisé. Des agents du CJN peuvent intervenir en cas de problème sur le flux. Des agents spécialisés du pôle identité interviennent si nécessaire pour traiter d'éventuels problèmes d'identification sur les données d'état civil et biométriques.

11 Rechercher des antécédents judiciaires depuis un état membre de l'UE

Le diagramme suivant présente le processus permettant la recherche d'antécédents judiciaires d'une personne depuis un état membre à destination du CJN.

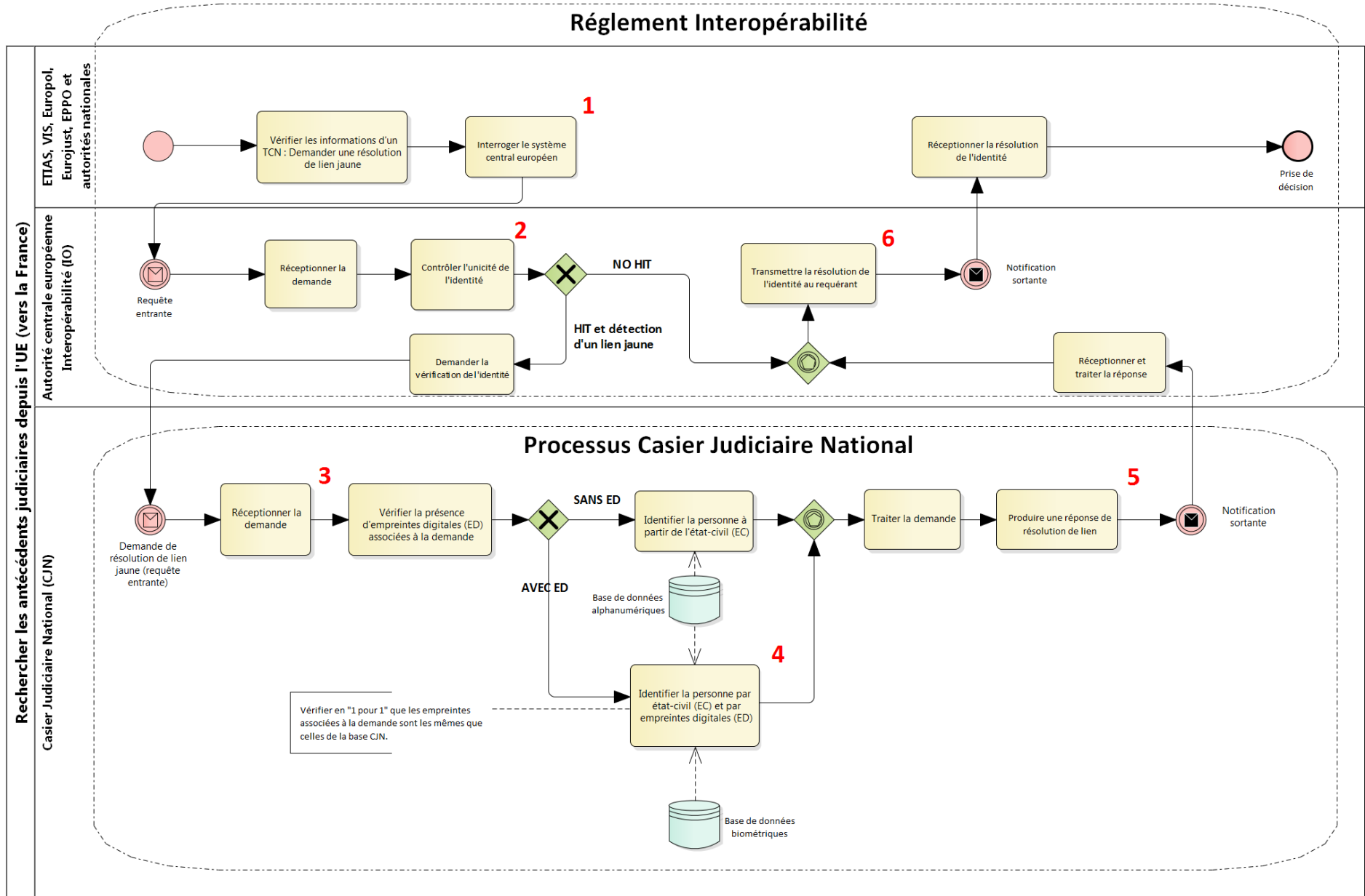


Etape 1	Le CJN reçoit et enregistre une demande de bulletin européen transmise par une juridiction étrangère à l'encontre d'un TCN. Ce message contient l'identité de la personne : état civil et jeu d'empreintes au format NIST (si transmis).
Etape 2	Si la demande de bulletin européen contient un jeu d'empreintes, celui-ci est comparé à celui contenu dans la base de données biométriques du CJN correspondant au TCN faisant l'objet de la demande de bulletin européen. Le système biométrique effectue une recherche « 1 pour 1 ». Cette recherche a pour but de valider ou non la présence d'information sur la personne (règlement européen ECRIS-TCN). NB : L'application ASTREA se charge de l'identification par l'état civil du TCN.
Etape 3	Si la base du CJN possède effectivement un dossier sur le TCN, le CJN procède à la constitution et à la transmission du bulletin européen vers la juridiction étrangère requérante.

Ce processus est un traitement réseau automatisé. Des agents du CJN peuvent intervenir en cas de problème sur le flux. Des agents spécialisés du pôle identité interviennent si nécessaire pour traiter d'éventuels problèmes d'identification sur les données d'état civil et biométriques.

12 Résolution d'un lien jaune UE – FR

Le diagramme suivant présente le processus de résolution d'un lien jaune et son impact au niveau du système du CJN.



Etape 1	Un des systèmes ETIAS VIS, Europol, Eurojust, EPPO ou une autorité nationale effectue un contrôle sur un TCN. Il interroge le système central européen Interopérabilité (IO).
Etape 2	Le système central européen traite la demande et vérifie l'unicité de l'identité / la présence de lien jaune. Si un lien jaune est détecté, une demande de vérification de lien est alors envoyée au CJN.
Etape 3	Le CJN reçoit la demande de résolution de lien.
Etape 4	Le CJN effectue l'identification de la personne par ses données d'état civil et jeu d'empreintes digitales (si disponible). Dans le cas de présence d'ED, une vérification d'empreintes en « 1 pour 1 » est effectuée.
Etape 5	Le CJN traite la demande de résolution de lien et produit une réponse à destination du système central européen.
Etape 6	Le système central européen transmet la réponse au requérant pour prise de décision.

Dans le cadre de l'interopérabilité, le système central européen s'assure de l'unicité des identités stockées dans le répertoire commun (CIR).

Pour chaque identité transmise au système européen (empreintes et état-civil), le contrôle effectué par le détecteur d'identités multiples aboutit à la création d'un lien parmi les possibilités suivantes :

- Lien blanc : les données transmises sont identiques à celles contenues dans le CIR ; il s'agit de la même identité
- Lien jaune : les données transmises diffèrent de celles contenues dans le CIR ; une vérification est nécessaire
 - Lien rouge : la vérification confirme que l'identité alphanumérique est identique à celle du CIR mais les données biométriques sont différentes. Il s'agit vraisemblablement d'une usurpation d'identité, le lien jaune est passé à rouge.
 - Lien vert : la vérification confirme qu'il s'agit d'une homonymie. Le lien jaune est passé à vert.

Cette résolution de liens pourra se faire autant que nécessaire (contrôle des visas aux frontières etc.).